

Cher membres de la Fédération des APNE du Jura,

En parcourant votre courrier, je ne peux qu'être d'accord sur l'ensemble des propositions citées dans ce dernier. Je les trouve néanmoins peu ambitieuses voir frileuses compte tenu du défi environnementale qui nous attend. En effet, toutes les « mesurette » qui sont énumérées ne pourront avoir à mon sens qu'un effet à la marge, alors qu'il nous faut une politique nécessairement radicale au sujet de l'environnement qui n'en peut plus d'attendre que quelqu'un souhaite réellement enfin faire quelque chose.

Il est temps de mettre en œuvre une politique courageuse au vrai sens du terme, celle-là même que l'on nous promet depuis des décennies et qui ne vient pas.

Par exemple, concernant vos propositions sur le secteur automobile, le bon sens voudrait que l'on encourage enfin le passage à d'autres énergies que systématiquement des énergies fossiles. Donc oui une convergence fiscale des carburants me semble à court terme un minimum, mais devra s'accompagner de mesures fortes sur un bouleversement réel de la notion du transport afin d'atteindre l'avant garde du point de vu de l'éco-mobilité. Mon mari et moi-même avons abandonné la voiture au profit de vélomobiles. La plus part des trajets au quotidien ne dépassent pas 3km, a-t-on vraiment besoin d'une voiture à émission de CO<sup>2</sup> dans ce cas ? Notre devoir consiste à motiver les constructeurs automobiles à multiplier les propositions alternatives et pas seulement à se limiter à tel ou tel carburant de toute façon tirés du même puis de pétrole.

Sur l'interdiction d'approche des côtes par les gros navires, là encore la proposition est timide. Quel est le problème en réalité ? D'abord les dégazages en mer restent le plus souvent impunis et lorsqu'il le sont, généralement la punition est tout sauf dissuasive. Il faut en fait lutter contre la mondialisation sauvage qui permet la prolifération des navires de transport partout dans le monde, et donc relocaliser l'activité.

Limitation donc de la mondialisation et relocalisation, voici les deux choses qui effraient les marchés financiers qui pilotent l'union européenne. L'UPR que je représente, souhaite quitter l'union européenne pour cette raison et pour beaucoup d'autres, mais certainement pas par racisme ou autre délire fasciste agités par les médias contrôlés par ceux qui profitent du crime.

Je réagis d'ailleurs sur la logique qui voudrait que l'on renforce les contrôles des entreprises polluantes et émettrices des gaz à effet de serre alors qu'il suffit d'interdire les émissions étant donné que dans la plus part des cas les technologies de filtrage existent. Évidemment il sera facile de me dire ces dernières ont un prix, il est aussi vrai que l'on ne se pose pas la question du coût dès lors qu'il s'agit de reverser des bonus vertigineux à des membres de conseil d'administration ou à un PDG.

Pour me résumer, il serait bon de pratiquer la méthode du pollueur payeur, et de vraiment l'appliquer cette fois ci.

Vous aurez compris que je trouve ridicule, l'objectif de réduction de 50 % de pesticides d'ici 2025, même si ce but atteint serait mieux que la situation actuelle. Il est urgent de généraliser l'agriculture biologique sous toutes ses formes, n'en déplaise à Monsanto, Syngenta, Dupont et j'en passe. L'indépendance alimentaire, et la libre utilisation des ressources agricoles est fondamentale. Une guerre, et le mot n'est pas trop fort, doit s'engager contre ceux qui voudrait breveter le vivant et asseoir des monopôles commerciaux au détriment des populations et de la biodiversité en prétextant la lutte contre la faim dans le monde. En gros, mon objectif tendrait plutôt vers le zéro chimie et le plus vite possible. Encore une fois, la PAC est là pour freiner cette métamorphose agricole des quatre fers. Encore donc un excellent argument en faveur du FREXIT. Nous ne pouvons pas protéger nos milieux naturels et une agriculture paysanne en restant dans une superstructure supranationale contrôlée et mise en œuvre par les acteurs de l'agrochimie. En ce sens Europe écologie les vert a toujours été une Euro escroquerie.

Pour ce qui est de l'étiquetage des viandes sur les conditions d'élevage et d'abatage pourquoi pas. Je suis personnellement végétarienne et pense qu'il s'agit là d'une solution d'avenir. Là encore, ces conditions abjectes d'élevages industriels nous sont dictées une fois n'est pas coutumes par la très bien pensante commission européenne. Il faut aussi arrêter la culpabilisation systématique des agriculteurs à qui, il ne faut pas l'oublier, ce modèle d'agro-industrie à été imposé. Il conviendrait en fait de verser les mêmes subventions aux agriculteurs biologiques qu'aux conventionnels et progressivement de diminuer les dotations sur le conventionnel tout en augmentant celles sur le secteur bio afin d'encourager les conversions. La plus part des agriculteur n'osent tout simplement pas faire la bascules peur de l'échec et surtout pour des raisons évidentes d'échéances financières. Il serait également aviser de faire appel à des spécialistes de ces questions pour organiser les conversions d'une manière sereine. Je pense par exemple à Claude et Lydia BOURGINON pour ne citer qu'eux.

Il est malgré tout à craindre que rien de tous cela ne soit possible en restant dans une union européenne pro-chimie. Des décrets locaux sont toute fois possibles. A nous d'organiser la coordination avec les maires sur le terrain.

Pour le volet qui concerne la rénovation dans la bâtiment, la meilleure énergie et la plus durable est celle que l'on ne consomme pas. Donc une politique de mutation des moyens de production énergétiques est indispensable, mais elle devra immanquablement s'accompagner d'une réduction substantielle des consommations, et même d'encourager l'indépendance énergétique des foyers, en particulier ruraux dans un premier temps.

Sur le point de l'obsolescence programmé, il fut un temps pas si lointain où les pays du continent européen travaillaient de concert à faire chacun de leurs côtés les produits pour lesquels ils étaient le plus capable pour ensuite les échanger contre d'autres produits, eux réalisés par un pays partenaire mieux armé pour les fabriquer ou tout simplement disposant des ressources sur sont sol national, le tout encadré par des accords multilatéraux basés sur une équiprobabilité et la réciprocité.

Aujourd'hui, c'est un tout autre fonctionnement qui nous est imposé par l'union européenne. Tous les pays produisent la même chose que leur voisins en étant contraint à des prix toujours plus bas et une qualité d'exécution toujours moins bonne comme seul leviers de compétitivité. A cause de l'euro l'amortisseur monétaire a été retiré de l'équation. Pour faire simple, pour retrouver une qualité des produits manufacturés qui verra la fin de l'obsolescence programmée, il faut d'abord et avant tout relocaliser les productions et mettre en œuvre des taxes à l'importation en cas de non réciprocité d'échange. Cela est malheureusement interdit par le TFUE (Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne). Nous avons donc bien un traitement efficace contre la maladie, mais somme dans l'incapacité de l'imposer sans risquer une lourde amande de la court européenne de justice. Il est donc surprenant pour moi de voir les gents applaudir lorsque M.MACRON parle d'aller vers encore plus de « transfère de souveraineté ». Il est vrai que fabriquer des produits de qualité et locaux intéressent très peu les multinationales qui préfèrent de loin de la manufacture de basse qualité mais haute valeur ajoutée et fabriquée par des esclaves sous payés à l'autre bout du monde.

Pour résumer les autres points de votre courriers :

- Restauration des cours d'eau.
- Fond de prévention des déchets.
- Préservation des patrimoines naturel.
- Le gaz de schiste.

Je vous met en copie la réponse apportée au collectif stop au gaz de schiste. Sachez par ailleurs que j'ai toujours été vent debout contre le projet de Notre Dame des Landes. Cadeau offert par l'ancien premier ministre du gouvernement HOLLANDE, M. Jean-Marc HÉRAULT à son ami PDG de

Vinci construction. Quant au center parc, comment dire. Le problème a déjà été posé dans le Drôme, j'ai d'ailleurs apporté mon soutien aux associations de protection de l'environnement locales. Comment une société comme Pierre et Vacances peut-elle emprunter pour construire ce type d'infrastructure avec son niveau d'endettement et de déficit actuel ?

Les quelques rares emplois créés vaudront-ils un tel massacre écologique ? Je ne pense pas.

Pour finir je vous livre donc ci-après mon état d'esprit concernant le gaz de schiste, je pense que vous serez rassurés en lisant les lignes envoyées au collectif cité ci-dessus.

---

Cher amis du Collectif Stop au gaz de schiste 39,

Vous frappez semble-t-il à la bonne porte. En effet, les simples mots « gaz de schiste » me donnent des boutons. Quoi dire de plus. Chaque heure du jour, le soleil nous donne l'équivalent d'une année de consommations énergétique. Plutôt que d'investir dans l'indispensable transition énergétique et les recherches qui vont de paire, on nous propose de détruire des kilomètres carrés de forêt et des millions de mètres cube d'eau pour prélever une ressource qui n'a plus d'avenir en raison de l'état de notre climat. Nous devons cesser de consommer des énergies fossiles non parce que nous n'en avons plus, mais parce que notre atmosphère ne le supporte plus.

J'ai toujours été écologiste sans jamais trouver d'écho dans les différentes propositions politiques. On constate par ailleurs que la présence d'Europe Écologie Les Verts au parlement européen n'a pas empêché la mise sur le marché d'environ 150 nouveaux pesticides supplémentaires autorisés par la très lobbyisée commission européenne.

La France se doit de devenir un leader dans la bascule du modèle économique qui passera nécessairement par l'intégration sous toutes ses formes de principes durables et écologiques qui sont en plus de formidables leviers pour la création d'emplois.

Si les politiques avaient tous vu le documentaire « gaz-land » il seraient sans doute moins partagés sur ce sujet. Encore que...

Je pense que ma position ne laissera planer aucun mystère sur la conduite à tenir concernant les différents points évoqués dans votre courrier.

Alors bien sûr certains me brandiront sans doute le spectre du chômage si on ferme tel ou tel site. Pourquoi ne pas générer de l'emploi grâce à la nature et plus à ses dépendances ?

En conclusion, voici mes quelques idées concernant la protection de la nature d'une manière générale :

- Obligation du ferroutage des camions empruntant des trajets transnationaux. Les infrastructures sont d'ailleurs déjà prêtes et n'attendent plus que le feu vert politique pour être utilisées.

- Interdiction des engrais de synthèse et des pesticides chimiques qui polluent les eaux de nos rivières et les captages.

- Arrêt de la vente de véhicules diesel à moins que les fabricants y installent des systèmes qui diminuent les émissions et la pollution par dix. Ces dispositifs existent et ont été mis au placard. Et de préférence le plus rapidement possible.

- Imposer une économie verte quelque soit son secteur. Économie et écologie n'ont jamais été incompatibles.

- Promouvoir le végétarisme au prêt du grand public (sans l'obliger bien entendu) pour réduire encore notre empreinte carbone.
- Rendre obligatoire l'utilisation de la pile à combustible sur les camions et les bus.
  
- Encourager la recherche dans le domaine du captage de l'énergie solaire et son stockage. Là encore, une discussions avec un chercheur à la retraite du CES de Grenoble m'a révélé qu'une foule de systèmes performant sont déjà au point, mais mis au rencard afin de préserver certains marchés juteux.

Ce ne sont là que quelques idées triées sur le volet qui mettront sans doute encore pas mal d'années à percer, surtout si la France n'est plus aux commandes de son propre destin et continu de confier toutes les décisions aux lobbys bruxellois. Le seule moyen d'inverser cette tendance est de voter pour le seul parti qui propose le FREXIT, c'est à dire l'UPR.

Salutation,

Véronique Henry

Candidate à l'élection législative des Députés de la 3ème circonscription du Jura.

Membre de l'UPR